

Le Canada a également fourni une assistance technique appréciable. Au 31 mars 1964, des cours de formation avaient été organisés et offerts au Canada à 123 étudiants des Antilles du Commonwealth, dans les domaines de l'agriculture, du technogénie, des pêcheries, de la sylviculture, de la médecine et de l'administration publique. En outre, 64 Canadiens, dont des enseignants, des pédologues et des conseillers en statistique, rédaction des lois, habitation, cinéma, radiodiffusion, service postal et administration portuaire, ont été envoyés aux Antilles du Commonwealth.

Programme spécial d'aide à l'Afrique du Commonwealth.—A l'automne de 1960, le gouvernement canadien s'est engagé, sous réserve d'approbation du Parlement, à contribuer pour \$10,500,000 à un programme spécial d'aide à l'Afrique du Commonwealth, pendant une période triennale à compter du 1^{er} avril 1961. Le programme, connu sous le sigle SCAAP, a été lancé à la suite des débats qui ont eu lieu lors de la réunion des premiers ministres du Commonwealth en 1960. Le SCAAP est, à peu de chose près, la contrepartie pour l'Afrique de ce qu'est pour l'Asie le Plan de Colombo, bien qu'il soit strictement une institution du Commonwealth. Les principaux contributeurs sont la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande; parmi les plus récents membres du Commonwealth, l'Inde et le Pakistan, notamment, ont été à même de fournir une certaine assistance technique dans les domaines dont la connaissance leur est familière et où ils ont acquis de l'expérience. Tous les pays africains du Commonwealth, indépendants ou non, peuvent recevoir une aide en vertu de ce programme.

C'est à la fourniture d'une aide technique qu'on s'est essentiellement attaché, aux termes du programme du SCAAP. Au 31 mars 1964, le nombre des bourses et des programmes de formation à l'intention d'étudiants africains pour leur permettre de suivre des études au Canada, dans le cadre de ce programme, s'élevait à 290; en outre, 238 instituteurs et autres spécialistes canadiens ont été envoyés dans dix pays du Commonwealth (Basutoland, Bechuanaland, Gambie, Ghana, Kenya, île Maurice, Nigéria, Sierra Leone, Tanganyika et Ouganda). A cette date, 148 étudiants originaires d'Afrique se trouvaient au Canada, sous les auspices du SCAAP; 96 instituteurs et professeurs d'université ainsi que 47 techniciens-spécialistes étaient en fonctions dans les pays africains du Commonwealth.

En outre, le Canada a participé à un certain nombre de projets d'équipement: un programme de cartographie aérienne et de levés géophysiques aériens au Nigéria, commencé en octobre 1961 et pour lequel le Canada a versé la somme de \$1,850,000; un inventaire forestier au Kenya, pour lequel ont été versés \$400,000; services d'architecture et de technogénie, matériaux de construction et outillages destinés à un Centre de formation professionnelle au Ghana et à une école secondaire au Sierra Leone; enfin, la fourniture de véhicules et matériel divers au Ghana, au Kenya, au Nigéria, au Sierra Leone, au Tanganyika, à l'Ouganda et au Zanzibar.

Aide à l'enseignement dans les États africains d'expression française.—En avril 1961, le gouvernement canadien faisait connaître qu'il se proposait d'offrir aux États francophones d'Afrique de l'aide dans le domaine de l'enseignement, et en conséquence, affectait à cette fin \$300,000 pour chacune des années se terminant le 31 mars 1962, 1963 et 1964. On a décidé, dès la mise en œuvre du programme, que le Canada s'efforcera surtout de fournir à l'Afrique des professeurs canadiens et cette préoccupation est demeurée depuis au tout premier plan. Au 31 mars 1964, 30 professeurs du niveau secondaire et universitaire avaient enseigné dans six pays: Cameroun (12), Rwanda (7), Mali (4), Congo (Brazzaville) et Togo (3 dans chaque pays), Maroc (1); à cette date, 19 étaient en fonctions. Dans le cadre de ce programme, figurent quatre bourses permettant d'étudier au Canada, chacune à l'intention d'un étudiant en provenance du Cameroun, de la République Centrafricaine, du Congo (Brazzaville) et du Niger. D'autres formes d'assistance dans le domaine de l'enseignement comprennent une livraison par le Canada de papier, d'une valeur de \$50,000, à une maison des Nations Unies qui édite au Cameroun des manuels scolaires et la fourniture d'un certain nombre d'unités mobiles de cinématographie et d'un matériel audio-visuel à six pays d'Afrique d'expression française.